

sociétés qui se casseront la figure pour des raisons de mauvaise gestion, de taux d'intérêt élevés et d'effondrement des marchés. Ce sont elles qui sont les gros employeurs, qui ouvrent la porte à la formation, et c'est sur elles que nous allons compter pour sortir l'économie de l'ornière.

● (1730)

L'orateur qui m'a précédé, le député de Prince-Albert (M. Hovdebo), a mentionné que le programme de formation actuellement en discussion se fonde en grande partie sur le rapport présenté par un fonctionnaire de l'Emploi et de l'Immigration sous le titre «Défi pour une décennie d'incertitude». Ce rapport, d'où est sorti le programme national de formation professionnelle, postulait la possibilité pour les Canadiens de trouver un accroissement de l'emploi dans l'ouest du Canada et dans le secteur des richesses naturelles. A cause, on peut le supposer, de l'exploitation des richesses naturelles et de la vente des matières premières. Il ne s'agit pas là d'une industrie nouvelle pour ces régions, même s'il y a expansion.

On a beaucoup parlé d'énergie. Je voudrais dire un mot de l'industrie forestière. Elle offre un bon exemple, à mon avis, du dilemme qui se pose en matière de formation professionnelle et d'emploi, et elle fait voir à quel point il est mauvais d'extraire des richesses naturelles pour les vendre non transformées. Il y a environ une douzaine de grandes usines de pâte et de papier sur la côte de Colombie-Britannique, ainsi qu'un grand nombre de scieries et quelques usines de contreplaqué. Il y a aussi beaucoup de gens qui gagnent leur vie dans les forêts de Colombie-Britannique. Actuellement, l'industrie forestière y est au point mort. Très peu de monde y travaille, et certaines usines ont dû fermer leurs portes en raison du marasme de l'industrie du logement. Le secteur des pâtes et des papiers, qui était un des plus solides du pays, n'offre pas de possibilités d'emploi parce qu'il marque le pas, quand il ne frôle pas la faillite comme c'est souvent le cas.

Tout cela parce que nous nous en sommes remis trop souvent au capital étranger ou aux sociétés étrangères pour la commercialisation des produits de nos sociétés, et ces débouchés ont maintenant disparu. Dans beaucoup de cas, nos ressources forestières ont été pillées à tel point que l'industrie ne pourra pas offrir d'emplois à l'avenir. Dans la recherche des mégaprojets, il y avait l'idée que les grands projets forestiers allaient fournir de l'emploi. Il ne faudra pas y compter à moins que le gouvernement n'intervienne très rapidement pour valoriser ces forêts, pour créer un office de commercialisation des produits forestiers et pour s'occuper de la vente à l'étranger des produits forestiers. S'il ne le fait pas, si nous laissons faire le contrôle étranger de nos ressources, nous allons être en très sérieuse difficulté.

Une autre caractéristique propre de l'industrie forestière était qu'il n'était pas nécessaire d'avoir une grande formation professionnelle pour y trouver de l'emploi. Mais parallèlement, les scieries et les usines de pâtes et de papier embauchaient énormément de personnel qualifié. Au lieu de les former, les entreprises allaient pirater d'autres régions. Si vous visitiez une usine de contreplaqué ou une usine de pâte de papier de la côte de la Colombie-Britannique, vous verriez à l'entrée l'écriteau: «Inutile de demander de l'emploi. Si vous cherchez du travail, rendez-vous au bureau local d'emploi et d'immigration

Formation—Loi

Canada». Les ouvriers, toutefois, pouvaient s'adresser directement au bureau du personnel. Il en est résulté que ces établissements de base qui constituaient le pivot de l'économie de la Colombie-Britannique ne formaient pas suffisamment de gens ni ne dispensaient les techniques de base de ces emplois hautement spécialisés. Il y eu une énorme pénurie qui a causé un grave problème. Ce n'est plus un problème aujourd'hui car il y a probablement autant d'ouvriers que de monteurs-assembleurs en chômage dans l'exploitation forestière de la Colombie-Britannique. Il serait aujourd'hui aussi difficile à un ouvrier qu'à un monteur-assembleur de décrocher un emploi dans quelque secteur que ce soit de l'exploitation forestière.

L'une des situations les plus tragiques est celle des apprentis qui avaient presque terminé leur programme lorsqu'ils ont été mis à pied. Il s'ensuit que leur apprentissage est gravement compromis.

Si M. Dodge et le gouvernement libéral envisagent sérieusement de poursuivre l'exploitation des ressources et la vente de matières premières, j'estime qu'ils ont tort car cela ne marchera pas. La situation est très grave au Canada à cet égard. Les possibilités d'emploi dans le domaine énergétique et la pêche sont aussi sérieusement compromises. Cela résulte en grande partie de la mauvaise gestion du gouvernement.

Je m'inquiète également au sujet des collectivités autochtones. Je constate avec intérêt que ce bill considère les autochtones comme un groupe désavantagé. C'est l'évidence même pour quiconque sait que le taux de chômage dans les collectivités autochtones s'établit entre 75 et 90 p. 100. Les résidents des collectivités autochtones ont besoin non pas de formation, mais d'emplois.

Un certain nombre de ces collectivités le long du littoral de la Colombie-Britannique ont demandé des permis d'exploitation forestière, de façon à se constituer une base économique de départ. Elles ont essuyé un refus de la part du gouvernement. A quoi bon préparer ces autochtones à des emplois de travailleurs forestiers quand Crown Zellerbach and Rayonier licencient leur personnel et que personne n'embauche. Si les autochtones avaient des permis, ils auraient la possibilité de travailler dans leurs collectivités.

Les collectivités autochtones qui ont demandé des permis pour pouvoir ramasser la roque sur le varech ont également essuyé un refus de la part du gouvernement. Elles ont demandé des concessions particulières en ce qui concerne les permis de pêche pour pouvoir s'implanter dans ce secteur, mais le gouvernement a encore dit non.

Il y a l'exemple intéressant des deux localités avoisinantes dont l'une est habitée par des autochtones et l'autre par des blancs. On est en train de construire un aéroport dans la région. La collectivité autochtone est dix à vingt fois plus importante et elle est plus permanente que l'autre dont la population varie sans cesse. Mais où construit-on l'aéroport: près du village des autochtones qui le demandent depuis des années? Non, près de l'autre village qui risque de faire faillite et de disparaître. L'aéroport est situé sur une île à un mille et demi de là. Dans nombre de ces localités indiennes, le coût des transports maritimes et des aliments rend la création d'entreprises commerciales terriblement coûteuse.

Un dernier exemple intéressant a trait au fait que bien des localités indiennes de Colombie-Britannique n'ont pas eu la chance de participer à la préparation du budget cette année. On leur a accordé un délai de seulement deux semaines pour le